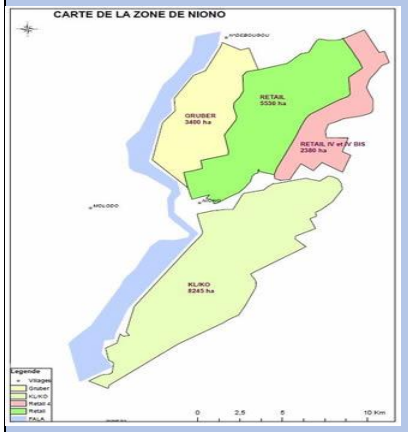
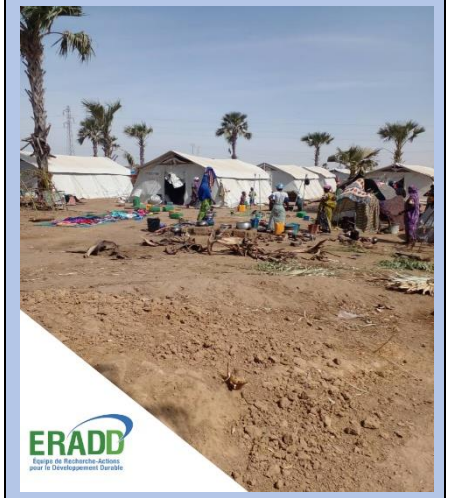
Evaluation Rapide de Protection dans la ville de Niono

 **Coordonnée GPS de Niono**	**Dernière mise à jour**	06/12/2021
	Dates de l'ERP	Du 29 novembre au 01 Décembre 2022
	Localités affectées	Sites de depart: Troma, Fabakoro, Natilla, Emakrane et Einekeer dans la commune de Mariko dans le cercle de Niono/ Région de Segou Sites d'accueil: Kolodougoukoura et Adama wèrè dans la ville de Niono/ commune de Niono
	Populations affectées	Selon les données fournies par le service du développement social et de l'économie solidaire le nombre de personnes touchées par les déplacements dans la ville de Niono en date du 01 décembre 2021 est de 1 437 spécifiquement 322 ménages, 447 hommes, 611 femmes et 379 enfants[1].
	Déclencheur de l'ERP	Cette évaluation rapide de protection est faite suite à une alerte de l'agent monitoring d'ERADD qui est basé à Niono , les informations rapportées ont été confirmée par la Mairie et le service du développement social et de l'économie solidaire de Niono en dates du 05 novembre 2021 et ont affirmé leurs inquiétudes dans la prise en charge des personnes déplacées dont l'effectif augmente de jour en jour dans la ville de Niono. Les populations ont commencé à se déplacer à la suite des premières attaques perpétrées du 3 juillet 2021 par des individus armés dans le village de Troma qui a mis fin à l'accord de paix conclu au mois de mars entre les groupes d'individus armés opérant dans la zone. Ces attaques ont continué courant les mois d'août, septembre, octobre et novembre. Entre le 23 septembre et le 15 octobre 2021, 4 attaques ont été perpétrées dans les localités de Natilla, Einekeer, Emakrane et Boukiwèrè et les populations des localités de Fabakoro et Touba sont menacées lorsqu'elles tentent d'en sortir ou d'y entrer. Toutes ces localités se situent dans la commune de Mariko. Cette situation continue à créer des mouvements de personnes déplacées vers la ville de Niono provenant des villages touchés et les villages voisins de la commune Mariko.

[1] La désagrégation filles/garçons n'est pas disponible

<table>
<tr><td rowspan="3">Latitude : 14°15′09″ Nord
Longitude : 5°59′34″ Ouest

</td><td></td><td colspan="5">A noter que ces évènements ont occasionné le déplacement de 1 437 personnes le site de Kolodougoukoura et dans des familles d’accueil.</td></tr>
<tr><td>Méthodologie</td><td colspan="5">▪ Des observations directes ont été menées sur les sites de personnes déplacées dans la ville Niono.
▪ Organisation de (6) focus groupes séparés par sexe et âge :
➢ 2 focus groupes avec les hommes de la tranche d’âge de 20 à 50 ans ;
➢ 2 focus groupes avec les femmes de la tranche d’âge de 16 à 40 ;
➢ 2 focus groupes avec les gestionnaires homme-femme des sites.
▪ Cinq entretiens avec les informateurs clés :
➢ 3 informateurs clés ;
➢ 2 informatrices clés.</td></tr>
<tr><td>Résumé des problèmes de protection rapportés</td><td>Restriction de circulation des personnes en raison des risques d’accident liés aux engins explosifs sur les axes liant les communes de Mariko, Molodo et Dogofry à Niono

Violence physique, et mort d’homme, vol de bétail par centaine, champs de riz incendiés</td><td>Enlèvement d’enfants liés à un risque élevé de recrutement par les groupes armés

Détresse psychologique généralisée

Absence de docucumentation civile pour les femmes et les jeunes</td><td>Manque de cohésion entre les communautés de PDIs qui résident sur les sites

Diminution des rendements agricoles en raison des menaces d’attaque</td><td>Manque d’abri et de vivres pour les PDI particulièrement les enfants et les adolescents

Déscolarisation des enfants</td><td>Insuffisance de la prise en charge des malades particulièrement les femmes et les enfants de 0 à 15 ans.</td></tr>
<tr><td></td><td>Résumé de la</td><td colspan="5">Présentation du contexte général de l’alerte qui a déclenchée l’ERP.</td></tr>
</table>

	situation de protection et recommandations au Cluster Protection	L'inquiétante dégradation de la situation sécuritaire dans le cercle de Niono, dans la région de Ségou au centre du Mali, avait conduit, en mars dernier, à la signature d'un accord de cessez-le-feu inédit, conclu entre les groupes armés non étatiques (GANE) qui opèrent dans la zone. Mais depuis le début du mois de juillet, cet accord a été rompu et depuis la fin du mois de septembre, les attaques meurtrières redoublent d'intensité faisant une dizaine de morts selon un élu local. Ces attaques sont menées par les groupes armés non étatique (GANE). En plus des attaques, l'accès à certains villages est interdit par les GANE et les habitants ne peuvent plus entrer et sortir librement pour aller vaquer à leurs occupations. Ces évènements sont perpétrés particulièrement dans les villages de Troma, Fabakoro, Bokiwèrè, Natilla, Emakrane et Eineker dans la commune de Mariko. Face à cette situation et pour fuir de quelconques représailles, les populations des localités cibles et les villages environnants se mettent de plus en plus en mouvement vers la ville de Niono. Ceci a conduit à un nombre important de personnes déplacées internes dans les espaces publics (les Ecoles de la ville) et dans les familles d'accueil. C'est dans le but d'apporter une réponse adaptée aux besoins de ces populations déplacées dans la ville de Niono que l'ONG ERADD avec l'appui du cluster protection, s'est donné comme objectif de faire cette évaluation rapide de protection. **Présentation/description du site de l'ERP.** Au début, les PDI résidaient dans deux écoles publiques de Niono. Avec la rentrée scolaire en date du 1er novembre 2021, la mairie et le service du Développement Social et de l'Economie Solidaire (DSES) à travers leurs partenaires (UNICEF et UNHCR) ont mis en place tous les moyens nécessaires pour déplacer les PDIs sur d'autres sites. Le but était que les deux écoles de Niono puissent reprendre les cours. C'est ainsi que la Mairie et le DSES ont pu trouver un accord avec un particulier afin d'avoir un site d'accueil à Kolodougoukoura, l'appui logistique d'installation des PDI sur le site selon la Mairie et le DSES a été apporté par l'UNICEF et le UNHCR. En dehors de cela, d'autres actions sont menées et en cours par les ONG sur le site : • PAM pour la distribution des vives ; • SOLIDARITE INTERNATIONAL pour la dotation en 1point d'eau et 3 trois latrines et se positionne à construire d'autres latrines ; • EDUCO s'est positionné selon les informateurs clés et le DSES pour la scolarisation des enfants ;

		• MSF assure la prise en charge des femmes enceintes et les enfants 0 à 5ans. **Résumé des résultats principaux de l'ERP et des recommandations principales :** • Identifier et prendre en charge les cas de protection, faire des séances de sensibilisation sur les VBG, protection de l'enfant et la cohésion sociale entre les communautés vivant sur le site; • Renforcer la sécurité des environnants par la détection des engins explosifs de la commune de Niono spécifiquement l'axe Mariko – Niono pour faciliter le mouvement des personnes et rendre accessible l'accès à leurs terres ; • Faciliter des séances d'éducation aux risques des mines et autre engins explosifs • Assurer la prise en charge psychosociale des PDIs • Faciliter l'accès à la documentation civile, particulièrement pour les femmes et les jeunes • Apporter de l'assistance en vivre aux PDI sur le site et les familles d'accueil ; • Augmenter le nombre de hangar sur le site au vu du nombre de personnes qui augmente de jour en jour ; • Doter les PDI en abri (couverture contre le froid) particulièrement les enfants de 0 à 15 ans et les femmes, le site est situé dans une zone géographique (office du Niger) particulièrement froide en cette période ; • Faciliter le retour des PDI en sécurisant les villages environnant et renforcer la sécurité pour que les populations puissent avoir aux champs ; • Favoriser la réinsertion socioéconomique des PDI par les sensibilisations contre les stigmatisations (l'amalgame entre PDIs et les groupes armés de la même ethnie.)
	Sévérité de la situation	**1** | **2** | **3** | **4** | **5**



Thème de Protection	Résultat	Commentaires	Recommandations
Sécurité et protection générale	5	Toutes les personnes interrogées affirment avoir quitté leurs localités d'origine en raison d'attaques ou de problèmes d'accès/restriction de mouvements. Elles n'ont pas donné de détails spécifiques sur les causes des attaques dans leurs localités de départ. Elles estiment ne pas se sentir en sécurité même dans la ville de Niono. Elles insistent aussi sur la protection des enfants (garçons) qui sont la cible des GANE qui les recrutent comme enfants associés aux forces et groupes armés (EAFGA) pour arrondir leurs effectifs. En plus la plupart des PDIs disent avoir été victimes, témoins d'agression, et d'avoir vu ou entendus parler sans y'assister de personnes tuées en cas de non-respect des conditions posées par les GANE, de vol de bétail, pillage des récoltes agricoles. Tout ce qui précède les a obligés à se déplacer dans la ville de Niono afin de se protéger. Quant à la documentation civile la tranche d'âge adulte de 40 et 60, presque la totalité affirme avoir une CNI ou NINA avec lui. Mais plus de 50 % des femmes et Jeunes n'ont pas accès de documentation civile. Pour les enfants plus de 65% n'ont pas d'acte de naissance ou un jugement supplétif.	**Aux autorités administrative et politique :** ○ Multiplier les patrouilles et autres initiatives de sécurisation pour une meilleure protection physique des personnes et de leurs biens tel que demandé par les PDIs. ○ Assurer une présence régulière des forces de sécurité et de défense tel que demandé par les PDIs. ○ De mettre en place des mécanismes de gestion de conflits communautaires pour la paix, la sécurité et la justice pour les victimes. ○ Assurer la gestion de cas individuelle des victimes d'agression ○ Faciliter l'accès à la documentation civile

		Aucun PDIs n'a signalé un document civil existant sur le site de départ qu'elle n'a pas pu emporter ou détruit pendant une attaque.	
Mouvement de population	5	Les éléments rapportés indiquent que l'insécurité dans la zone a limité les mouvements des populations. Le premier facteur d'insécurité est lié aux attaques répétitives, meurtrières et de destruction de la logistique alimentaire. Le second est l'interdiction d'accès et restriction de mouvements imposés aux villages. Cela se résume par les mesures de restrictions des libertés de déplacement des populations au-delà de 2 km du village. Le troisième introduit une insécurité alimentaire généralisé dans la commune de Mariko. Par leurs mesures de restrictions des mouvements, les populations n'ont plus accès aux denrées alimentaire encore moins faire des activités génératrices de revenu sur les sites de départ. Les réserves ne les permettent pas de subsister sur le moyen terme. La plupart des PDIs affirment que les GANE limitent l'accès des communautés aux champs cultivables. D'autres disent que leurs récoltes ont été brulées. Cela conduit les populations à se déplacer par tous les moyens pour trouver refuge dans la ville de Niono, qui est plus sécurisée. Elles utilisent divers itinéraires pour tromper la vigilance des GANE. Les familles se déplacent de façon à séparer les hommes, les femmes et les enfants. Selon les PDIs par mesure de prudence, les hommes font sortir les femmes et les enfants de manière à ce qu'ils semblent partir en commission avant de les rejoindre	**Aux autorités de l'Etat et les leaders religieux :** o Faire un plaidoyer envers le Haut Conseil Islamique pour avoi un cessez le feu entre les GANE dans les localités et faciliter le retour des personnes en déplacement chez eux.

		dans un point de rencontre et par la suite se rendre dans une autre localité pour prendre une charrue et se rendre dans la ville de Niono. D'autre disent faire le parcours à pied. Ce qui ne leur donne pas l'opportunité d'emporter quoi que ce soit. Certains affirment avoir des proches qui ont été soupçonnés dans leurs mouvements en quittant le village. Ils ont alors été interceptés par les GANE et les membres de leur famille sont inquiets parce qu'ils n'ont pas de leurs nouvelles Cette situation a créé la peur et la panique parmi les habitants des villages environnants, les mettant aussi en mouvement vers la ville de Niono. La majorité des PDI interrogées ont exprimé le désir de retourner sur leur site de départ, seulement une fois la zone sécurisée.	
Cohésion sociale	**4**	Tous les informateurs clés et les participants aux groupes de discussion dirigées estiment qu'il y'a une communion entre les communautés d'accueil et les PDI. Les PDI affirment avoir été très bien accueillies par les familles d'accueil et qu'il y'a une très bonne entente. Mais sur le site de Kolodougoukoura des tensions ont été observées entre les communautés qui proviennent de diverses ethnies (Sonrhaï, Tamarachek, Maure, Bamabara, Peulh etc.). Ceci a créé diffèrents groupes de personnes provenant d'une même localité qui se forment en site avec une liste de l'ensemble de leurs ressortissants. Sur	**Clusters protection et** **GT Education/Protection/Abri de Ségou :** ○ Renforcer les mécanismes de gestion des tensions existantes pour une paix et stabilité durable entre les groupes de communauté. ○ Assurer la prise en compte des aspects d'âge, de genre et de diversité (notamment le handicap) dans la composition de ces mécanismes

		l'ensemble du site de Kolodougoukoura, Le DSES, la Mairie et les représentants des communautés ont enregistré officiellement 27 groupes. Selon le constat sur le terrain, pendant la collecte des données, nos agents ont assisté à des scènes de tension entre les groupes sur le site. Les tensions sont déclenchées suite à l'enregistrement de deux (2) groupes de populations en déplacement nouvellement arrivés sur le site de Kolodougoukoura au matin du 30 novembre 2021. Cet enregistrement a été fait par la communauté Bambara sans aviser le bureau mis en place pour la gestion du site. A noter que la présidence du bureau est assurée par le représentant de la communauté Tamaracheck. Quand nos agents et ceux de SOLIDARITE INTERNATIONALE ont cherché à connaitre le nombre groupe de communautés qui résident sur le site, le bureau a fait savoir qu'il y'a 27 groupes et d'autres membres du même bureau parlent de 29 groupes. Cela a créé une dispute et des propos racistes ont été relayés, où les uns et les autres s'accusaient de ne pas avoir de la considération pour les autres communautés. Suite à cela, nos agents les ont expliqués l'utilité de s'entendre entre eux, de gérer cela à l'amiable et faciliter la tâche aux acteurs intervenant sur le site. Juste après, le président a appelé les membres du mécanisme de gestion de conflits qui est composé du Maire, du préfet et un représentant. A cet effet le Chef du DSES affirme que ces genres de tensions sont régulières entre les	

		communautés résident sur le site. Pour solutionner les tensions, avec la Mairie ils ont mis en place des mécanismes de gestion des conflits qui consistent en un aspect à mettre en place un comité de gestion du site. Le bureau est composé des représentants des 27 groupes de communautés. Si le bureau n'arrive pas à trancher les litiges, une commission composée du Maire, du préfet et d'un représentant du DSES tranchera sur la question. Ces mécanismes doivent être renforcés par des activités de sensibilisations et plaidoyer sur le site.	
Protection de l'enfance	**5**	Les préoccupations principales sont les cas d'enlèvement par les GANE dans les localités d'origine à des fins de recrutement en leur sein et la nutrition des enfants. 01 garçon de deux mois non accompagné. A la suite d'une attaque sur la localité de Boukiwèrè. Le père a réussi à déplacer sa femme alors enceinte dans la ville de Niono. Juste après avoir trouvé refuge dans le groupe scolaire I de Niono, la mère de l'enfant est décédée pendant l'accouchement. Le père de l'enfant, lui s'est retrouver en état de trouble psychique, ne pouvant pas supporter la situation et l'avait abandonné en quittant le site juste après l'enterrement de sa femme. L'enfant a été remis par le DSES à une femme sur le site, vu que sa grand-mère est très âgée et ne peut pas le prendre en charge. A cela s'ajoute, pour les enfants, les maladies liées à l'hygiène, la déscolarisation, ils n'ont pas accès à l'éducation (formel et non	**Les autorités politiques :** o Mettre en place des mécanismes de dialogue et plaidoyer auprès des GANE à travers les leaders religieux et communautaires pour le non recrutement des enfants. **Sous cluster protection de l'enfant :** o Assurer une prise en charge de l'enfant non accompagné en fonction des besoins (recherche familiale, évaluation et suivi du placement en famille d'accueil, prise en charge psychosociale du père une fois retrouvé, etc) **Cluster abri :** o Doter les familles PDI en abris adéquats.

		formel). Il n'y a pas d'école à proximité du site. Déjà dans leurs sites de départ, les écoles sont non fonctionnelles au titre de l'année scolaire 2020 -2021. La tranche d'âges de 6 à 17 ans n'a pas accès aux soins. Et n'ont pas accès aux réponses pour leurs besoins spécifiques telles que les abris et couvertures contre le froid.	**Cluster éducation et sous cluster de la protection de l'enfant:** o Mise en place des centre d'apprentissages temporaires pour les enfants à la suite d'une évaluation des besoins afin de proposer des services adaptés
Violences basées sur le genre	**4**	Pour la question des violences basées sur le genre, la première contrainte est le partage d'un même hangar par les hommes-femmes et adolescent-adolescente présente de risques élevé de cas d'agression sexuelle ou de viol. A cause de cette situation, les femmes et filles déclarent qu'elles ne se sentent pas en sécurité sur le site. La deuxième contrainte est la prise en charge de petentiel(le)s survuvant(e)s de VBG des victimes. Aucune sensibilisation ou présence de services de prise en charge n'a été signalée sur le site.	**Sous cluster VGB :** o Faire une évaluation approfondie et apporter une réponse rapide en cas de besoin o Sensibiliser les PDIs sur les types de VBG, leurs causes, conséquences et les services disponibles.
Personnes à besoins spécifiques	**4**	Selon la plupart des informateurs clés et participants aux FGDs, les personnes à besoins spécifiques urgents sont : - Les enfants de 0 à 10 ans et les personnes âgées souffrant du froid ; - Les femmes enceintes et allaitantes n'ont d'abri adéquats et de couverture contre le	**Cluster protection :** o Assister, le plus tôt possible, les cas identifiés en habits et couvertures contre le froid **Cluster abri :** o Assistance en abris adéquats.

		froid ;	
Ressenti psychologique	**5**	Le besoin psychologique existe au vu du constat et certains signes qui montrent que la plupart les PDI ont été témoins d'exactions et ont subi des agressions dans leurs localités de départ. Certains semblent (hommes, femmes, enfants) sévèrement affectés par les évènements qu'ils ont subis.	**Acteurs de protection :** o Assurer l'appui psychosocial (de groupe et, au besoin, individuel) sur les différents sites et les familles d'accueil
Lutte anti-mine	**5**	Personne parmi les enquêtés n'a vu un engin explosif mais la plupart affirment avoir des proches qui ont vu de tels engins ou ont perdu la vie à cause d'engins explosifs dans la commune de Mariko. Les populations évitent les axes Molodo, Dogofry et Mariko – Niono et les Personnes en déplacement disent avoir peur de circuler dans ses zones particulièrement dans la commune de Mariko. Où ils affirment que cinq (05) membres de leurs communautés ont perdu la vie en marchant sur des engins explosifs et que des cas d'accidents militaires et civils ont été enregistrés. Les transports communs de la zone évitent l'axe et sont obligés de le contourner pour arriver à Niono. Les PDI du site n'ont jamais eu de séances d'éducation dans le passé sur les risques des mines et autres engins explosifs.	**Les autorités militaire et acteurs spécialisés dans le déminage :** o Déployer les services militaires adéquats afin de déminer les zones en question **Groupe de Travail Lutte anti-mine humanitaire :** o Organiser des séances d'éducation aux risques des mines et autres engins explosifs à l'endroit des communautés de la zone d'origine et des PDIs dans la ville de Niono
Logement, terre, propriété et ressources naturelles		Tous les participants à l'ERP affirment avoir accès à des logements et terres cultivables dans leurs localités d'origine. Ces terres	**GT LTPRN et les services de l'Etat à Niono :** o Mener un mécanisme de dialogue auprès des autorités de l'office du Niger pour

	2	appartiennent à l'office du Niger. Mais sur le site, ils n'ont pas accès à une terre et les nouveaux arrivés n'ont pas accès à un logement. Ils ont exprimé leurs besoins d'avoir une terre cultivable afin de les permettre à se prendre en charge eux-mêmes.	faciliter l'accès des terres cultivable aux PDI dans la zone
Accès aux services de base	**4**	En ce qui concerne la question des services sociaux de base, excepté les femmes enceinte et les enfants de moins de 5 ans, les populations en déplacements n'ont pas accès à la sante. Il n'y a pas de centre de santé proche du site, encore moins un centre de prise en charge sur place. Les personnes prise en charge se rendent aux CSCOM de Niono. En cas de campagnes préventives de maladie, des agents se déplacent sur le site pour vacciner les enfants. Dans le domaine de l'éducation, le même problème existe. Les écoles publiques se trouvent à une distance comprise entre 4 et 6 km du site. Les enfants sur le site sont déscolarisés. Quant au domaine de l'hydraulique, les communautés disposent d'un point d'eau.	**Cluster santé :** o Faciliter la prise en charge des PDIs malades sur la zone. **Cluster éducation :** o Mettre en place un centre d'éducation accélérée (SSA-P) pour faciliter l'insertion scolaire des enfants dans l'éducation formelle.
Impact du COVID-19 sur la protection	**1**	Tous affirment avoir entendu parler de la COVID-19, mais ne pas avoir reçu de sensibilisation sur la maladie et les mesures barrières. Il n'y a toutefois jamais eu des cas de COVID sur le site et dans les familles d'accueil. Les adultes disent être vaccinés à travers les campagnes de vaccination qui passent sur le site et font du porte à porte dans les familles de la ville de Niono.	**Cluster santé :** o Sensibiliser et informer les communautés les mesures barrières